

Discours au Corps diplomatique - janvier 2017

«Excellences, chers Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs,

Je vous adresse une cordiale bienvenue et je vous remercie pour votre présence si nombreuse et attentive à ce traditionnel rendez-vous qui permet de nous échanger mutuellement le vœu que l'année commencée depuis peu soit pour tous un temps de joie, de prospérité et de paix. Je remercie particulièrement le Doyen du Corps diplomatique, Son Excellence Monsieur Armindo Fernandes do Espírito Santo Vieira, Ambassadeur d'Angola, pour les paroles déférentes qu'il m'a adressées au nom de tout le Corps diplomatique accrédité près le Saint-Siège, qui s'est récemment agrandi suite à l'établissement des relations diplomatiques avec la République islamique de Mauritanie, réalisé il y a un mois. Je désire également exprimer ma gratitude aux nombreux Ambassadeurs résidents à Rome, dont le nombre s'est accru au cours de la dernière année, comme aussi aux Ambassadeurs non-résidents, qui par leur présence aujourd'hui entendent souligner les liens d'amitié qui unissent leurs peuples au Saint-Siège. En même temps, il me tient à cœur d'adresser particulièrement mes condoléances à l'Ambassadeur de la Malaisie, faisant mémoire de son prédécesseur, Dato' Mohd Zulkephli Bin Mohd Noor, décédé en février dernier.

Au cours de l'année passée, les relations entre vos pays et le Saint-Siège ont eu l'occasion de s'approfondir ultérieurement grâce aux visites appréciées de nombreux chefs d'État et de gouvernement, en concomitance aussi avec les divers rendez-vous qui ont constellé le Jubilé extraordinaire de la Miséricorde, conclu depuis peu. Divers ont aussi été les Accords bilatéraux signés ou ratifiés, qu'ils soient de caractère général, en vue de reconnaître le statut juridique de l'Église avec la République Démocratique du Congo, la République Centrafricaine, le Bénin et avec le Timor Oriental, ou de caractère plus spécifique comme l'Avenant signé avec la France, ou la Convention en matière fiscale avec la République Italienne, récemment entrée en vigueur, auxquels s'ajoute le Memorandum d'Entente entre la Secrétairerie d'État et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis. En outre, dans la perspective de l'engagement du Saint-Siège à être fidèle aux obligations engagées par les accords souscrits a été aussi réalisée une pleine mise en œuvre du Comprehensive Agreement avec l'État de Palestine, entré en vigueur il y a une année.

Chers Ambassadeurs,

Il y a un siècle, le monde se trouvait en plein dans le premier conflit mondial. Un massacre inutile, où les nouvelles techniques de combat semaient la mort et causaient d'effroyables souffrances aux populations civiles sans défense. En 1917, le visage du conflit changea profondément, acquérant une physionomie toujours plus mondiale tandis qu'apparaissaient à l'horizon ces régimes totalitaires qui seraient pour longtemps cause de divisions déchirantes. Cent années après, de nombreuses régions du monde peuvent dire avoir bénéficié de périodes prolongées de paix, qui ont favorisé l'opportunité d'un développement économique et des formes de bien-être sans précédents. Si pour beaucoup aujourd'hui, la paix semble, de quelque manière, un bien établi, presque un droit acquis auquel on ne fait plus très attention, pour trop elle est encore seulement un lointain mirage. Des millions de personnes vivent encore au centre de conflits insensés. Même dans des lieux un temps considérés comme sûrs, on perçoit un sentiment général de peur. Nous sommes fréquemment accablés par des images de mort, de douleur d'innocents qui implorant aide et consolation, de deuil de qui pleure un être cher à cause de la haine et de la violence, du drame des réfugiés qui fuient la guerre ou des migrants qui périssent tragiquement.

Je voudrais donc consacrer la rencontre d'aujourd'hui au thème de la sécurité et de la paix, puisque dans le climat d'appréhension générale pour le présent et d'incertitude et d'angoisse pour l'avenir, dans lequel nous trouvons immergés, je pense important d'adresser une parole d'espérance, qui indique aussi une perspective de chemin.

Il y a quelques jours, nous avons célébré la 50ème Journée mondiale de la Paix, instituée par mon bienheureux prédécesseur, le Pape Paul VI *«comme un souhait et une promesse, à l'ouverture du calendrier qui mesure et décrit le chemin de la vie humaine dans le temps. Nous voudrions voir la paix, avec son juste et bienfaisant équilibre, dominer le déroulement de l'histoire à venir»*. Pour les chrétiens, la paix est un don du Seigneur, acclamé et chanté par les anges au moment de la naissance du Christ : *«Gloire à Dieu au plus haut des cieux et paix sur la terre aux hommes qu'Il aime»* (Lc 2, 14). Elle est un bien positif, *«le fruit d'un ordre qui a été implanté dans la société humaine»* par Dieu et *«n'est pas simplement absence de guerre»*. Elle ne peut *«se réduire à maintenir stable l'équilibre de forces adverses»*, elle exige plutôt l'engagement de ces personnes de bonne volonté qui *«aspirent sans cesse à une justice plus parfaite»*.

Dans cette perspective, j'exprime ma vive conviction que chaque expression religieuse soit appelée à promouvoir la paix. On a pu l'expérimenter de manière significative au cours de la Journée mondiale de prière pour la paix, qui s'est tenue à Assise en septembre dernier, au cours de laquelle les représentants des différentes religions se sont retrouvés pour «*prêter notre voix à tous ceux qui souffrent, à tous ceux qui sont sans voix et sans personne qui les écoute*», comme aussi au cours de ma visite au Temple Majeur de Rome ou à la Mosquée de Bakou.

Nous savons combien n'ont pas manqué les violences motivées religieusement, à partir justement de l'Europe, où les divisions historiques entre les chrétiens ont duré trop longtemps. Dans mon récent voyage en Suède, j'ai voulu rappeler le besoin urgent de guérir les blessures du passé et de cheminer ensemble vers des buts communs. A la base d'un tel chemin, il ne peut qu'y avoir le dialogue authentique entre les différentes confessions religieuses. C'est un dialogue possible et nécessaire, comme j'ai cherché à en témoigner dans la rencontre qui a eu lieu à Cuba avec le Patriarche Cyrille de Moscou, comme aussi au cours des voyages apostoliques en Arménie, Géorgie et Azerbaïdjan, où j'ai perçu la juste aspiration de ces populations à calmer les conflits qui depuis des années portent préjudice à la concorde et à la paix.

En même temps, il est opportun de ne pas oublier les multiples œuvres, d'inspiration religieuse, qui concourent, tant de fois aussi avec le sacrifice des martyrs, à l'édification du bien commun, à travers l'éducation et l'assistance, surtout dans les régions les plus difficiles et sur les théâtres de conflit. De telles œuvres contribuent à la paix et donnent un témoignage de la manière dont on peut concrètement vivre et travailler ensemble, même en appartenant à des peuples, à des cultures et à des traditions différentes, toutes les fois où l'on place la dignité de la personne humaine au centre de ses activités.

Malheureusement, nous sommes conscients qu'encore aujourd'hui, l'expérience religieuse, au lieu d'ouvrir aux autres, peut parfois être utilisée comme prétexte de fermetures, de marginalisations et de violences. Je me réfère particulièrement au terrorisme de matrice fondamentaliste, qui a fauché encore l'année dernière de nombreuses victimes dans différents pays, en Afghanistan, Bangladesh, Belgique, Burkina Faso, Égypte, France, Allemagne, Jordanie, Irak, Nigéria, Pakistan, États-Unis d'Amérique, Tunisie et Turquie. Ce sont des gestes vils, qui utilisent des enfants pour tuer, comme au Nigéria ; ils visent celui qui prie, comme dans la Cathédrale copte du Caire, ou simplement celui qui se promène dans les rues de la ville, comme à Nice et à Berlin, ou simplement celui qui fête l'arrivée du nouvel an, comme à Istanbul.

Il s'agit d'une folie homicide qui abuse du nom de Dieu pour semer la mort, dans la tentative d'affirmer une volonté de domination et de pouvoir. Je fais donc appel à toutes les autorités religieuses afin qu'elles soient unies pour rappeler avec force qu'on ne peut jamais tuer au nom de Dieu. Le terrorisme fondamentaliste est un fruit d'une grave misère spirituelle, à laquelle est souvent liée aussi une grande pauvreté sociale. Elle peut être pleinement vaincue seulement avec la contribution commune des leaders religieux et politiques. Aux premiers, revient la tâche de transmettre des valeurs religieuses qui n'admettent pas d'opposition entre la crainte de Dieu et l'amour pour le prochain. Aux seconds, il revient de garantir dans l'espace public le droit à la liberté religieuse, en reconnaissant la contribution positive qu'elle exerce dans l'édification de la société civile, où ne peuvent être perçues comme contradictoires l'appartenance sociale, sanctionnée par le principe de citoyenneté, et la dimension spirituelle de la vie. À celui qui gouverne revient, en outre, la responsabilité d'éviter que se forment ces conditions qui deviennent un terrain fertile pour le déferlement des fondamentalismes. Cela demande des politiques sociales adaptées en vue de combattre la pauvreté, qui ne peuvent pas se séparer d'une valorisation sincère de la famille, comme lieu privilégié de la maturation humaine, et d'importants investissements dans le domaine éducatif et culturel.

À ce sujet, j'accueille avec intérêt l'initiative du Conseil de l'Europe sur la dimension religieuse du dialogue interculturel, qui l'année passée a mis en relief le thème du rôle de l'éducation dans la prévention de la radicalisation qui conduit au terrorisme et à l'extrémisme violent. Il s'agit d'une opportunité pour approfondir la contribution du phénomène religieux et le rôle de l'éducation pour une véritable pacification du tissu social, nécessaire pour le vivre-ensemble dans une société multiculturelle.

Dans ce sens, je désire exprimer la conviction que chaque autorité politique ne doit pas se limiter à garantir la sécurité de ses citoyens – ce qui peut facilement reconduire à une simple “vie tranquille” – mais est aussi appelé à se faire véritable promoteur et artisan de paix. La paix est une “vertu active” qui demande l'engagement et la collaboration de chaque personne et du corps social tout entier dans son ensemble. Comme l'observait le Concile Vatican II – «*la paix n'est jamais définitivement acquise, mais est toujours à construire*», protégeant le bien des personnes, en respectant leur dignité. L'édifier demande surtout de renoncer à la violence dans la défense de ses

propres droits. C'est vraiment à ce principe que j'ai voulu consacrer le message pour la Journée mondiale de la Paix 2017, l'intitulant : «*La non-violence : style d'une politique pour la paix*», pour rappeler surtout combien la non-violence est un style politique, basé sur le primat du droit et de la dignité de chaque personne.

Construire la paix exige aussi que «*soient éliminées les causes de discorde qui nourrissent les guerres*», à commencer par les injustices. En effet, il existe un lien intime entre la justice et la paix. «*Mais, observait saint Jean-Paul II, parce que la justice humaine est toujours fragile et imparfaite, exposée qu'elle est aux limites et aux égoïsmes des personnes et des groupes, elle doit s'exercer et, en un sens, être complétée par le pardon qui guérit les blessures et qui rétablit en profondeur les rapports humains perturbés. (...) Le pardon ne s'oppose d'aucune manière à la justice [mais] il vise plutôt cette plénitude de justice qui mène à la tranquillité de l'ordre, (...) qui est guérison en profondeur des blessures qui ensanglantent les esprits. Pour cette raison, la justice et le pardon sont tous les deux essentiels*». Ces paroles aujourd'hui plus que jamais actuelles, ont rencontré la disponibilité de quelques Chefs d'État ou de Gouvernement à accueillir mon invitation à accomplir un geste de clémence envers les prisonniers. À eux, comme aussi à tous ceux qui s'emploient à créer des conditions de vie dignes pour les détenus et à favoriser leur réinsertion dans la société, je désire exprimer ma particulière reconnaissance et gratitude.

Je suis convaincu que pour beaucoup, le Jubilé extraordinaire de la Miséricorde a été une occasion particulièrement propice aussi pour découvrir la «*grande et positive incidence de la miséricorde en tant que valeur sociale*». Chacun peut ainsi contribuer à donner vie à «*une culture de la miséricorde, fondée sur la redécouverte de la rencontre des autres : une culture dans laquelle personne ne regarde l'autre avec indifférence ni ne détourne le regard quand il voit la souffrance des frères*». Ainsi seulement on pourra construire des sociétés ouvertes et accueillantes envers les étrangers et, en même temps, sûres et en paix à l'intérieur. Cela est d'autant plus nécessaire dans le temps présent où des flux migratoires considérables continuent sans arrêt dans différentes parties du monde. Je pense d'une façon particulière aux nombreux migrants et réfugiés dans certaines régions de l'Afrique, dans le Sud-Est asiatique et à tous ceux qui fuient les zones de conflit au Moyen-Orient.

L'année dernière, la Communauté internationale s'est confrontée à deux importants rendez-vous convoqués par les Nations Unies : le premier Sommet Humanitaire Mondial et le Sommet sur les Grands Mouvements de Réfugiés et de Migrants. Un engagement commun en faveur des migrants, des personnes déplacées et des réfugiés, qui permette de leur donner un accueil digne, est nécessaire. Ceci implique de savoir conjuguer le droit «*de tout homme [...] de se rendre à l'étranger et de s'y fixer*», et en même temps de garantir la possibilité d'intégrer les migrants dans les tissus sociaux où ils s'insèrent, sans que ceux-ci sentent leur sécurité, leur identité culturelle et leurs équilibres sociopolitiques menacés. D'autre part, les migrants eux-mêmes ne doivent pas oublier qu'ils ont le devoir de respecter les lois, la culture et les traditions des pays dans lesquels ils sont accueillis.

Une démarche prudente de la part des autorités publiques ne comprend pas la mise en œuvre de politiques de fermeture envers les migrants, mais implique d'évaluer avec sagesse et prévoyance jusqu'à quel point leur pays est en mesure d'offrir une vie décente aux migrants, spécialement à ceux qui ont effectivement besoin de protection, sans porter atteinte au bien commun des citoyens. Surtout, on ne peut pas réduire la crise dramatique actuelle à un simple comptage numérique. Les migrants sont des personnes, avec des noms, des histoires, des familles, et une véritable paix ne pourra jamais advenir tant qu'il y aura même un seul être humain violé dans son identité personnelle et réduit à être un simple numéro statistique ou un objet d'intérêt économique.

Le problème migratoire est une question qui ne peut laisser aucun pays indifférent alors que d'autres assument l'obligation humanitaire d'affronter une situation d'urgence qui semble être sans fin, souvent avec d'importants efforts et de lourdes difficultés. Tous devraient se sentir constructeurs et participants du bien commun international, également par des gestes concrets d'humanité qui sont des facteurs essentiels de cette paix et de ce développement que des nations entières et des millions de personnes attendent encore. Je suis pour cela reconnaissant aux nombreux pays qui, avec générosité, accueillent ceux qui sont dans le besoin, en commençant par divers pays européens, en particulier l'Italie, l'Allemagne, la Grèce et la Suède.

Je resterai toujours marqué par le voyage que j'ai fait avec mes frères le Patriarche Bartholomée et l'Archevêque Jérôme à l'île de Lesbos, où j'ai vu et touché de la main la situation dramatique des camps de réfugiés, mais aussi l'humanité et l'esprit de service de beaucoup de personnes engagées à les assister. Il ne faut pas oublier non plus l'accueil offert par d'autres pays européens et du Moyen Orient, comme le Liban, la Jordanie, la Turquie, comme aussi l'engagement de divers d'Afrique et d'Asie. Au cours de mon voyage au Mexique également, où

j'ai pu faire l'expérience de la joie du peuple mexicain, je me suis senti proche des milliers de migrants d'Amérique Centrale, qui affrontent de terribles injustices ainsi que des dangers en essayant de trouver un avenir meilleur, victimes d'extorsion et objets de ce déplorable commerce – forme horrible d'esclavage moderne – qu'est la traite des personnes.

Une telle "vision réduite" de l'homme, qui prête le flanc à la diffusion de l'iniquité, des inégalités sociales, de la corruption, est ennemie de la paix. Au sujet de ce dernier phénomène, le Saint-Siège a pris de nouveaux engagements en déposant, formellement le 19 septembre dernier, l'instrument d'adhésion à la Convention des Nations Unies contre la Corruption, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 31 octobre 2003.

Dans son Encyclique *Populorum progressio*, dont c'est le cinquantième anniversaire cette année, le Bienheureux Paul VI rappelait comment ces inégalités provoquent des discordes. «*Le chemin de la paix passe par le développement*» que les pouvoirs publics ont le devoir d'encourager et de favoriser, en créant les conditions d'une distribution plus égale des ressources et en stimulant les opportunités de travail surtout pour les plus jeunes. Il y a encore trop de personnes dans le monde, surtout des enfants, qui souffrent de pauvreté endémique et qui vivent dans des conditions d'insécurité alimentaire – et même de faim – alors que les ressources naturelles font l'objet de l'exploitation avide d'un petit nombre et que d'énormes quantités de nourriture sont jetées tous les jours.

Les enfants et les jeunes sont l'avenir, c'est pour eux que l'on travaille et construit. Ils ne peuvent pas être égoïstement négligés et oubliés. Pour cette raison, comme je l'ai appelé récemment dans une lettre envoyée à tous les Évêques, je considère comme prioritaire la défense des enfants, dont l'innocence est souvent brisée sous le poids de l'exploitation, du travail clandestin et d'esclave, de la prostitution ou des abus des adultes, des bandits et des marchands de mort.

Au cours de mon voyage en Pologne, à l'occasion des Journées Mondiales de la Jeunesse, j'ai pu rencontrer des milliers de jeunes, pleins d'enthousiasme et de joie de vivre. Mais j'ai vu la douleur et la souffrance de beaucoup d'autres. Je pense aux jeunes gens et jeunes filles qui subissent les conséquences de l'atroce conflit en Syrie, privés des joies de l'enfance et de la jeunesse : de la possibilité de jouer librement à l'opportunité d'aller à l'école. Ma pensée constante va vers eux et vers tout le cher peuple syrien, alors que je fais appel à la Communauté internationale pour qu'on agisse avec diligence pour donner vie à des négociations sérieuses mettant définitivement un point final au conflit qui est en train de provoquer une véritable catastrophe humanitaire. Chacune des parties en cause doit avoir comme prioritaire le respect du droit humanitaire international, en garantissant la protection des civils et l'assistance humanitaire nécessaire à la population. Le souhait commun est que la trêve récemment signée puisse être un signe d'espérance pour tout le peuple syrien, qui en a un profond besoin.

Ceci exige aussi que l'on agisse pour éradiquer le déplorable commerce des armes et l'élan continuel à produire et répandre des armements toujours plus sophistiqués. Les expériences conduites dans la péninsule coréenne, qui déstabilisent toute la région et posent d'inquiétantes questions à toute la communauté internationale autour du risque d'une nouvelle course aux armes nucléaires, causent un grand trouble. Les paroles de saint Jean XXIII dans *Pacem in Terris* demeurent encore très actuelles, quand il affirmait que «*la sagesse, le sens de l'humanité réclament qu'on arrête la course aux armements, la réduction parallèle et simultanée de l'armement existant dans les divers pays, la proscription de l'arme atomique*». Dans cette perspective, et aussi en vue de la prochaine Conférence sur le Désarmement, le Saint-Siège s'emploiera à promouvoir une éthique de la paix et de la sécurité qui va au-delà de cette peur et "fermeture" qui conditionne le débat sur les armes nucléaires.

De plus, en ce qui concerne les armements conventionnels, il faut remarquer la facilité avec laquelle on peut souvent accéder au marché des armes, y compris de petit calibre, ce qui, en plus d'aggraver la situation dans les diverses zones de conflit, produit un sentiment diffus et général d'insécurité et de peur d'autant plus dangereux que nous traversons des moments d'incertitude sociale et de changements d'époque comme l'actuel.

L'idéologie, qui utilise les difficultés sociales pour attiser le mépris et la haine et qui voit l'autre comme un ennemi à anéantir, est ennemie de la paix. Malheureusement, de nouvelles formes d'idéologies se présentent continuellement à l'horizon de l'humanité. Se déguisant en porteuses de bien pour le peuple, elles laissent au contraire derrière elles pauvreté, divisions, tensions sociales, souffrance et souvent aussi, la mort. La paix, au contraire, se conquiert par la solidarité. D'elle germe la volonté de dialogue et la collaboration qui trouve dans la diplomatie un instrument fondamental. L'engagement convaincu du Saint-Siège et de l'Église catholique à écarter les conflits, ou à accompagner les processus de paix, de réconciliation et de recherche de solutions

négociées avec les autres, se situe dans la perspective de la miséricorde et de la solidarité. Voir que certaines tentatives entreprises rencontrent la bonne volonté de beaucoup de personnes qui, de diverses parties, œuvrent activement et effectivement pour la paix, donne du courage. Je pense aux efforts accomplis ces deux dernières années pour rapprocher Cuba et les États-Unis. Je pense aussi à l'effort entrepris avec ténacité, quoiqu'avec difficultés, pour terminer des années de conflit en Colombie.

Cette démarche entend favoriser la confiance réciproque, soutenir des chemins de dialogue et souligner la nécessité de gestes courageux, qui sont toujours plus urgents également au proche Venezuela, où les conséquences de la crise politique, sociale et économique pèsent depuis longtemps sur la population civile ; ou bien dans d'autres parties du globe, en commençant par le Moyen Orient, non seulement pour mettre fin au conflit syrien, mais aussi pour favoriser une société pleinement réconciliée en Irak et au Yémen. De plus, le Saint-Siège renouvelle son appel pressant afin que reprenne le dialogue entre Israéliens et Palestiniens pour arriver à une solution stable et durable qui garantisse la coexistence pacifique de deux États à l'intérieur de frontières reconnues internationalement. Aucun conflit ne peut devenir une habitude dont il semble presque qu'on ne puisse se défaire. Israéliens et Palestiniens ont besoin de paix. Tout le Moyen-Orient a un besoin urgent de paix !

De même, je souhaite la pleine mise en œuvre des accords destinés à rétablir la paix en Libye, où il est très urgent de réparer les divisions de ces dernières années. De la même manière, j'encourage tout effort au niveau local et international pour reprendre la cohabitation civile au Soudan et au Sud Soudan, en République Centrafricaine, tourmentés par de persistants affrontements armés, des massacres et des dévastations, comme également en d'autres nations du continent marquées par des tensions et une instabilité politique et sociale. En particulier j'exprime le souhait que le récent accord signé dans la République Démocratique du Congo, contribue à faire en sorte que ceux qui ont des responsabilités politiques s'emploient avec diligence à favoriser la réconciliation et le dialogue entre toutes les composantes de la société civile. Ma pensée va, de plus, au Myanmar pour qu'une coexistence pacifique soit favorisée et, qu'avec l'aide de la communauté internationale, on ne manque pas d'assister ceux qui en ont un grave et urgent besoin.

En Europe aussi, où les tensions ne manquent pas, la disponibilité au dialogue est l'unique voie pour garantir la sécurité et le développement du continent. Par conséquent, j'accueille favorablement les initiatives visant à favoriser le processus de réunification de Chypre, qui voit aujourd'hui une reprise des négociations, tandis que je souhaite qu'avec détermination se poursuive en Ukraine la recherche de solutions envisageables pour la pleine réalisation des engagements pris par les parties, et surtout, pour que soit donnée une réponse rapide à la situation humanitaire qui demeure encore grave.

L'Europe entière est en train de traverser un moment décisif de son histoire, où elle est appelée à retrouver son identité. Ceci exige qu'elle redécouvre ses propres racines afin de pouvoir modeler son avenir. Face aux poussées qui désagrègent, il est toujours plus urgent de mettre à jour l'"idée d'Europe" pour faire naître un nouvel humanisme basé sur la capacité d'intégrer, de dialoguer et de générer, qui a rendu grand celui qu'on appelle Vieux Continent. Le processus d'unification européenne, commencé après le second conflit mondial, a été et continue d'être une occasion unique de stabilité, de paix et de solidarité entre les peuples. Je ne peux que rappeler ici l'intérêt et la préoccupation du Saint-Siège pour l'Europe et pour son avenir, ayant conscience que les valeurs sur lesquelles ce projet – dont c'est le soixantième anniversaire cette année - tire son origine et se fonde, sont communes à tout le continent et franchissent les frontières même de l'Union Européenne.

Excellence, Mesdames et Messieurs,

Construire la paix signifie toutefois aussi œuvrer activement pour la sauvegarde de la création. L'Accord de Paris sur le climat, entré récemment en vigueur, est un signe important de l'engagement commun pour laisser à ceux qui viendront après nous un monde beau et vivable. Je souhaite que l'effort entrepris récemment pour faire face aux changements climatiques trouve une coopération de tous toujours plus vaste, puisque la terre est notre maison commune et qu'il faut considérer que les choix de chacun ont des répercussions sur la vie de tous.

Il est cependant aussi évident qu'il y a des phénomènes qui dépassent les possibilités de l'action humaine. Je fais référence aux nombreux tremblements de terre qui ont touché certaines régions du monde. Je pense avant tout à ceux qui ont eu lieu en Équateur, en Italie et en Indonésie, qui ont causé de nombreuses victimes, et où beaucoup de personnes vivent encore dans des conditions de grande précarité. J'ai pu visiter personnellement certaines zones frappées par le tremblement de terre dans le centre de l'Italie, où, tout en constatant les blessures que le séisme a provoqué à une terre riche d'art et de culture, j'ai pu partager la souffrance de beaucoup de personnes,

et en même temps leur courage et leur détermination à reconstruire tout ce qui a été détruit. Je souhaite que la solidarité qui a uni le cher peuple italien dans les heures qui ont suivi le tremblement de terre continue d'animer la nation entière, surtout en ce moment délicat de son histoire. Le Saint-Siège et l'Italie sont particulièrement liés pour des raisons historiques, culturelles et géographiques évidentes. Ce lien est apparu de manière évidente au cours de l'année jubilaire, et je remercie toutes les Autorités italiennes pour l'aide offerte dans l'organisation de cet événement, ainsi que pour garantir la sécurité des pèlerins venus de partout dans le monde.

Chers Ambassadeurs,

La paix est un don, un défi et un engagement. Un don parce qu'elle jaillit du cœur même de Dieu ; un défi parce qu'elle est un bien qui n'est jamais acquis et qui est toujours à conquérir ; un engagement parce qu'elle exige le travail passionné de toute personne de bonne volonté dans sa recherche et sa construction. Il n'y a donc pas de véritable paix sinon à partir d'une vision de l'homme qui sache en promouvoir le développement intégral, en tenant compte de sa dignité transcendante, puisque *«le développement est le nouveau nom de la paix»*, comme le rappelait le Bienheureux Paul VI. Ceci est donc mon souhait pour l'année qui vient de commencer : qu'entre nos pays et leurs peuples les occasions de travailler ensemble et de construire une paix authentique puissent grandir. Pour sa part, le Saint-Siège, et en particulier la Secrétairerie d'État, sera toujours disponible pour collaborer avec tous ceux qui s'engagent à mettre fin aux conflits en cours et apporter soutien et espérance aux populations qui souffrent.

Dans la liturgie nous prononçons la salutation "que la paix soit avec vous". Par cette expression, gage d'abondantes bénédictions divines, je renouvelle à chacun de vous, distingués membres du Corps Diplomatique, à vos familles, aux pays que vous représentez ici, mes vœux les plus sincères pour l'année nouvelle.

Merci.»